

Le franc français flotte par Roger Priouret (RTL, 19 janvier 1974)

Source: RTL, Paris, 22, rue Bayard.

Le serpent monétaire / ROGER PRIOURET, Jacques Rueff.- Paris: RTL [Prod.], 19 janvier 1974. RTL, Paris. - SON (02:44, Montage, Son original).

Copyright: (c) Archives RTL

URL: http://www.cvce.eu/obj/le_franc_francais_flotte_par_roger_priouret_rtl_19_janvier_1974-fr-4ebc8351-c00f-44a2-a0c7-4f6d1775af2a.html

Date de dernière mise à jour: 04/09/2012

Le franc français flotte par Roger Priouret (RTL, 19 janvier 1974)

[Jean Dalliez] Donc, vous venez de l'entendre de la bouche même de monsieur Giscard d'Estaing, le franc va flotter pendant six mois. Alors, Roger Priouret, vous avez entendu le ministre comme nous, que faut-il retenir des propos de monsieur Giscard d'Estaing ?

[Roger Priouret] Je ne pense pas qu'on puisse résumer un commentaire en quelques secondes, il faut d'abord comprendre ce qui se passe. Ce qui se passe, et là-dessus monsieur Giscard d'Estaing a raison, c'est que les grandes monnaies du monde flottaient. Elles flottaient, ça veut dire qu'elles changeaient de cours tous les jours. Mais à l'intérieur de ce flottement généralisé, il y avait un accord entre certains pays européens, les principaux sauf la Grande-Bretagne et l'Italie. Cet accord disait que les monnaies européennes, entre elles, ne devaient pas s'écarter de plus de 2,25% de leur parité officielle. Ça signifie quoi dans le concret ? Et bien, qu'un mark allemand à Paris ne pouvait pas valoir moins 1,70 francs et plus 1,76 francs. Il oscillait donc entre 1,72 et 1,76. Qu'est-ce qu'on vient de décider ? Quand avant un étranger s'amenait, si j'ose employer cette expression un peu vulgaire, à la Banque de France avec des francs – s'il était étranger, s'il était français, il n'avait pas le droit – et disait « donnez-moi des marks », on était obligé de servir ces marks. C'est-à-dire que la Banque de France était obligée de prélever dans ses réserves des marks pour rembourser cet étranger qui avait des francs. Et bien, c'est ce bouchon qui saute, c'est-à-dire que désormais la Banque de France ne remboursera pas les francs en marks, ni en aucune autre monnaie. Par conséquent, le mark, au lieu de valoir 1,76 francs comme vendredi à la clôture du change, et bien, il vaudra peut-être 1,80 francs, 1,85 francs... je ne sais pas. Mais le mark va peut-être monter – sûrement – à partir de lundi.

[Jean Dalliez] Et pour le Français, qu'est-ce que cela signifie concrètement ?

[Roger Priouret] Pour le Français concrètement, ça signifie tout de même, d'abord, un coup terrible porté à l'unité monétaire de l'Europe. On nous dit qu'on préserve l'avenir, ça n'est pas une façon de préserver l'avenir. Ça signifie deuxièmement qu'elle va être encore dégradée, cette unité monétaire, parce qu'on ne voit pas comment les Danois qui sont dans la même situation gênante au point de vue pétrole que nous, c'est-à-dire qu'ils doivent acheter beaucoup de pétrole, pourront tenir et ne vont pas s'engager eux aussi dans le flottement, alors qu'ils avaient accepté le même accord européen que nous. Enfin, troisièmement les importations vont valoir plus chères, puisque le franc vaudra moins cher, ce que nous achetons à l'étranger va valoir plus cher.

[Jean Dalliez] Donc, hausse des prix ?

[Roger Priouret] Hausse des prix des marchandises importées. Par contre, baisse de nos exportations puisque notre franc vaudra moins cher, nos marchandises à l'étranger vaudront moins cher. Et ça, c'est un objectif fondamental, mais c'est assez grave qu'un pays tout seul en Europe décide d'abaisser la valeur de sa monnaie pour vendre plus de marchandises à l'étranger. Parce que les étrangers, il n'y a aucune raison qu'ils n'en fassent pas autant, c'est à la portée de tout le monde. Et enfin, ça signifie : produits agricoles plus chers. Parce qu'il faut savoir que les produits agricoles sont payés – en vertu de l'accord de 1963 sur le Marché commun agricole – ils sont payés en unité de compte qui, elle, ne va pas perdre sa valeur et qui est de 5,50 francs. Donc on va, pour arriver à ces 35 dollars l'once qui est la valeur de la monnaie théorique, et bien, il va falloir augmenter les prix agricoles de la même part que la dévaluation, enfin que la baisse de la monnaie va faire.

[Jean Dalliez] Et pourquoi un flottement sur six mois ?

[Roger Priouret] On dit toujours que c'est pour six mois quand on commence, mais alors après on n'en sort pas, comme les Anglais ou les Italiens ; ils ont dit aussi que c'était pour six mois quand ils ont commencé en '72.

[Jean Dalliez] Je vous remercie pour ce petit commentaire à chaud. Maintenant je pense que nous avons en ligne monsieur Jacques Rueff de l'Académie française. Monsieur, vous venez d'entendre le ministre des Finances, alors quel commentaire faites-vous ?

[Jacques Rueff] J'ai très peu de choses à ajouter. Il a expliqué parfaitement la décision et la portée de la décision qui vient d'être prise. Je voudrais ajouter une observation cependant. Il a dit que la livre sterling et la lire étaient flottantes. Il y a une autre monnaie qui est flottante depuis le 12 mars 1973, c'est le dollar. Donc, ce qu'on peut dire, c'est que le franc rejoint la cohorte des grandes monnaies, à l'exception probablement du mark. Mais il y a une grande différence entre la situation du dollar et la situation du franc actuellement en tant que monnaies flottantes : c'est que le dollar flotte vers le haut, tandis que dans les circonstances présentes, probablement en liaison avec la situation pétrolière, le franc sera probablement, jusqu'à nouvel avis, en flottant vers le bas. Et cette situation, comme l'a dit monsieur Giscard d'Estaing, ouvre une parenthèse dans la politique d'unité monétaire européenne et on ne peut pas dire que de ce fait elle soit favorable au développement des activités économiques. En tout cas, elle est la preuve de la dégradation profonde du système monétaire international. On dit que la situation présente est due aux troubles de balance des paiements, résultant de l'augmentation du prix du dollar, mais c'est précisément quand on se trouve exposé à de fortes tempêtes qu'il faut avoir un système stabilisateur efficace. Et ces circonstances montrent une fois de plus ce que je n'ai cessé d'affirmer depuis dix ans : la nécessité et l'urgence d'une réforme profonde du système monétaire international. Les troubles que nous éprouvons actuellement, vous le savez bien, ils sont l'effet de la surabondance de disponibilité qui pèse sur le monde et qui est la cause des inflations qui ravagent l'Occident. C'est à tout ça qu'il faut parer et parer d'une façon décisive. Et alors, c'est peut-être la seule réserve que j'ai à formuler à l'égard des décisions qui viennent d'être annoncées, c'est qu'on déclare qu'on remettra au mois de juin l'étude de la réforme du système monétaire international. Je crois pour ma part que les événements qui viennent de se produire marquent que la réforme du système monétaire international est plus urgente que jamais. Or, j'ai la conviction, je l'ai dit bien souvent, je l'affirme et je le répète, que la reconstruction du système monétaire international peut être faite rapidement, efficacement, et produire des résultats infiniment bénéfiques. Même dans la période troublée où nous sommes actuellement. Je répète, c'est précisément parce que la crise pétrolière met en déficit nos balances de paiements qu'il faut un système stabilisateur efficace. Et ce système, nous ne le trouverons que dans une monnaie convertible, appliquée à l'ensemble de la collectivité occidentale. Donc, j'espère de toutes mes forces que cette parenthèse, comme disait monsieur Giscard d'Estaing, sera mise à profit sans qu'on attende la sortie de cet intervalle, de ce répit, sera mise à profit pour hâter les travaux de réforme du système monétaire international et qu'enfin l'Occident retrouvera rapidement le régime de convertibilité monétaire généralisé qui est indispensable à la stabilité des échanges et à la prospérité de l'Occident.

[Jean Dalliez] Maintenant les premières réactions de l'étranger à cette décision française de laisser flotter le franc pendant six mois. À Londres, on estime que c'est là une mesure sensée et on déplore, comme monsieur Rueff à l'instant, qu'il n'y ait pas eu de réforme du système monétaire. La réunion de Rome a montré très exactement ce qu'il en était. À Bonn, par contre, on comprend la décision française, mais dans le même temps on regrette un peu ces mesures annoncées ce soir par monsieur Giscard d'Estaing. Et ce dans la mesure où l'Allemagne de l'Ouest avait offert un crédit d'assistance de trois milliards à la France pour qu'elle reste dans ce qu'on appelle le serpent communautaire, mais Paris a refusé et a choisi donc le système du flottement. Et puis, réaction également dans les milieux politiques français. Celle de monsieur Debré en particulier, l'ancien Premier ministre, à qui Paul Gilles tout à l'heure a demandé si cette décision française n'allait pas faire définitivement éclater la cohésion de l'Europe. Réponse de monsieur Debré.

[Michel Debré] Il faut bien voir que la cohésion de l'Europe économique et monétaire n'était plus qu'un mot. Depuis des mois et des mois, la Grande-Bretagne laissait flotter sa livre. On oublie que lorsque la Grande-Bretagne a accédé au Marché commun, il y avait une promesse qui avait été faite par le gouvernement britannique, c'est de revenir à une parité fixe avec le franc et le mark. Cette promesse n'a pas été tenue et il est bien clair maintenant que la Grande-Bretagne dont la situation comme la nôtre est aggravée par la hausse du prix du pétrole n'est pas en mesure, probablement avant des années, d'envisager une stabilité de sa monnaie. Et par ailleurs, l'Italie a agi de la même façon. À partir du moment où la monnaie anglaise et la monnaie italienne sont hors de l'union monétaire européenne, à quoi bon rêver ? À quoi bon se forger des illusions ? En fin de compte, cela signifiait, il est capital de le dire, que deux pays comme la Grande-Bretagne et l'Italie avaient déjà pris des dispositions en fonction de leur intérêt national et sans tenir compte d'exigences, peut-être prématurées, de l'union européenne.

[Paul Gilles] Le terme de six mois fixé pour le flottement du franc vous paraît-il suffisant pour redresser notre économie ?

[Michel Debré] À vrai dire, je ne le crois pas. À vrai dire, je pense que les difficultés qui nous attendent et que nous surmonterons, que nous devons surmonter à coup sûr, s'étaleront normalement sur dix-huit mois à deux ans dans la meilleure des hypothèses. Mais il est bon, pour bien des raisons, de se donner un premier laps de temps de six mois. Il est clair que dans les six mois qui viennent ni les problèmes nationaux ni les problèmes internationaux ne seront résolus. Je crois que ce qu'on appelle le système monétaire international va subir une nouvelle crise qui se prolongera au-delà de ces six mois.

[Paul Gilles] Venons-en maintenant à la deuxième mesure décidée par le gouvernement, à savoir la convocation à partir du 22 janvier d'une session extraordinaire du Parlement. Qu'attendez-vous, vous-même, de cette session extraordinaire ?

[Michel Debré] Je crois également que la décision, celle-ci d'ordre politique, est bonne. L'affaire est importante. L'ensemble des mesures qu'il va falloir prendre, d'ordre économique et d'ordre social à la fois, exige un consentement populaire, un appel à la cohésion nationale. Ce consentement populaire, cette cohésion nationale suppose d'abord une information et un appui parlementaire. Dans ces conditions, informer le Parlement, marquer que le Parlement dans sa, je crois, grande majorité comprend, c'est un point important dans cette politique d'appel à un consentement et à une cohésion.

[Jean Dalliez] Autre réaction à l'annonce du flottement du franc français, celle de monsieur Mitterrand, le leader du parti socialiste, qui se trouve actuellement à Lomme près de Lille. François Mitterrand au micro de notre correspondant Jean-Yves Lehuédé.

[François Mitterrand] Lorsque avait été prise la décision de créer ce qu'on a appelé – le mot est de monsieur Giscard d'Estaing lui-même, il l'avait expliqué au cours aussi d'une émission télévisée, à grand renfort de précisions – c'est ce qu'on appelait le serpent qui réunissait six des neuf pays de l'Europe, et il était entendu que les deux pays qui n'en faisaient pas partie, c'est-à-dire la Grande-Bretagne et l'Italie, étaient coupables. Qu'elles avaient mal agi et qu'il leur en cuirait. Et lorsqu'on entendait parler des variations de la lire italienne et de la livre sterling anglaise, on disait, c'est pas étonnant, ils flottent. J'observe que le franc aujourd'hui doit connaître une situation difficile pour en arriver exactement au point que monsieur Giscard d'Estaing lui-même décrivait comme dangereux. Le gouvernement français, depuis déjà quinze ans, a toujours traité l'Europe au gré des circonstances et sans jamais répondre à un grand dessein politique. Alors, ça va, ça vient, c'est pas comme ça que l'on construit une grande maison. Et en effet, l'Europe, pendant ce temps-là, elle attendra. Et dans quel état sera-t-elle à la sortie, alors que les deux plus grands pays du monde à nos côtés, les États-Unis d'Amérique et la Russie soviétique, sont conscients de leurs responsabilités et de leurs intérêts. Je pense donc qu'il est tout à fait dommage qu'on ne soit pas parvenu à une politique monétaire commune. Les responsabilités sont partagées. Mais je regrette que le gouvernement français depuis de longues années n'ait pas dit à l'opinion pourquoi l'Europe était nécessaire, précisé les moyens et choisi les méthodes. Je suis sûr qu'on serait plus avancé aujourd'hui qu'on ne l'est.

[Jean-Yves Lehuédé] Est-ce que, selon vous, cette solution était la plus apte à protéger l'économie française ?

[François Mitterrand] Je n'ai pas à répondre maintenant, en dépit de votre demande. Nous serons devant l'Assemblée nationale dans 48 heures, le groupe socialiste se réunira à cet effet, choisira ses orateurs, après avoir mûrement réfléchi sur la politique qu'il convient de faire, et si vous le permettez, je répondrai, ou nous répondrons, à ce moment-là.

[Jean Dalliez] Enfin, une autre personnalité politique du monde français que nous avons pu joindre après la déclaration de monsieur Giscard d'Estaing, Antoine Pinay. L'actuel médiateur du gouvernement a dit à Henri Marc tout à l'heure s'il estimait cette mesure appropriée à la crise actuelle.

[Antoine Pinay] C'est intelligent, c'est astucieux, c'est habile. Dans les circonstances présentes, je crois que c'est une bonne chose. Évidemment, les gens ont vu que c'est une dévaluation déguisée, mais les Américains, voyons, ont vu remonter leur monnaie. Je ne sais pas s'ils gagneront, mais c'est une possibilité qui est donnée. C'est encore un élément de hausse des prix qui s'y ajoute, mais l'essentiel étant de défendre le commerce extérieur, l'économie et l'emploi, je crois que c'est une mesure intelligente. C'est une mesure qui a l'avantage, entre les mains de gens qui connaissent bien le système monétaire, c'est, entre leurs mains, la possibilité de jouer habilement pour défendre l'économie et l'emploi.